

Entretien spécial avec Georges Corm : « Il est nécessaire de s'interroger sur le caractère détestable des relations interarabes »

POSTÉ PAR [ARAPRISM](#) · 7 JANVIER 2021 · [POSTER UN COMMENTAIRE](#)

CLASSÉ DANS [ALGÉRIE](#), [GEORGES CORM](#), [HEZBOLLAH](#), [ISLAMISME](#), [LIBAN](#), [MICHEL AOUN](#), [MONDE ARABE](#)

J'ai récemment eu l'immense plaisir de m'entretenir avec Georges Corm (en visioconférence depuis Beyrouth, le 3 décembre 2020), une référence pour tous ceux qui travaillent sur le Proche-Orient et sur le monde arabe. Il est l'auteur d'ouvrages incontournables (*Le Proche-Orient éclaté*, *Le Liban contemporain* ; plus récemment, *Pour une lecture profane des conflits*, *Pensée et politique dans le monde arabe*, *La nouvelle question d'Orient*) que nos lecteurs connaissent bien, mais aussi un acteur de la vie politique libanaise (à ne pas confondre avec la vie politicienne) dans la mesure où il a succédé à Rafic Hariri au ministère des Finances (1998-2000). Dans un [article de janvier 2020](#) (« Relancer les capacités productives du Liban », *Le Commerce du Levant*, 8 janvier 2020), il établit un diagnostic sans concession de la crise économique à laquelle est actuellement confronté le pays du cèdre. Dans cet entretien, il est question du Liban, bien sûr, mais aussi de la situation dans le monde arabe.

Adlene Mohammadi : Merci, d'abord, d'avoir accepté de m'accorder cet entretien qui me tient particulièrement à cœur. Commençons par la situation au Liban. On a l'impression d'être confronté à une situation paradoxale : d'un côté, il y a des problèmes structurels que vous avez eu l'occasion d'analyser et d'affronter lorsque vous étiez ministre ; de l'autre, on exige des réformes dans l'urgence face à une crise humanitaire. Pensez-vous la classe politique libanaise capable de réaliser ces réformes structurelles ?

Georges Corm : En effet, c'est une classe politique que j'ai très souvent qualifiée d'autiste. Qui n'est pas consciente qu'il y a un peuple. Les hommes politiques libanais jouent leur propre jeu, un jeu fortement désagréable du fait de ses aspects communautaires. Les grandes manifestations que nous avons eues en 2019, portées par la société civile, étaient la preuve qu'il fallait s'en débarrasser : on avait même placé des potences sur la Place des Martyrs. Cette classe politique apparaît comme indestructible. J'ai toujours montré du doigt les [Accords de Taëf](#) [traité interlibanais destiné à mettre un terme à la guerre libanaise signé le 22 octobre 1989], que j'ai toujours trouvés très mauvais. On a, par ailleurs, des scandales qui viennent exacerber la colère des Libanais : un ancien commandant en chef de l'armée [Jean Kahwagi] est poursuivi pour enrichissement illicite.

AM : Vous parliez des Accords de Taëf. Je rappelle qu'ils étaient censés réformer l'État libanais à l'issue de la guerre. Ces accords prévoyaient quand même une sortie du confessionnalisme. Cette promesse semble complètement ignorée. Rien n'a été fait pour sortir de ce confessionnalisme.

GC : Absolument rien n'a été fait pour sortir du confessionnalisme. Les choses semblent presque gelées. Vous avez un président du Parlement [Nabih Berri] qui est là depuis 1992, par exemple. Il est vrai que les Accords de Taëf prévoyaient un mécanisme de sortie – ou, je dirais, d'atténuation – du communautarisme (confessionnel), avec la mise en place d'un sénat qui aurait représenté les communautés religieuses (permettant à l'Assemblée nationale de sortir des contraintes religieuses et des répartitions communautaires actuelles), mais ceci ne s'est pas fait. Parmi les raisons de cette inertie, citons l'ambiguïté de la présidence de la République actuelle et du Courant patriotique libre [du président Michel Aoun] qui tantôt se montrent favorables à la déconfessionnalisation, tantôt affichent une forte crispation chrétienne car le courant aouniste est la principale force politique chrétienne du pays. Le navire tangué.

AM : Vous soulevez justement cet autre paradoxe. C'est toujours des mêmes qu'on attend des changements radicaux. Le meilleur exemple vient de nous être donné par le énième retour de Saad Hariri. Vous avez vous-même succédé à son père [Rafic Hariri] au ministère des Finances [en 1998] et vous avez souvent rappelé que ce camp politique [le Courant du Futur et ses alliés] est l'un des principaux responsables de la situation économique actuelle. Comment peut-on croire à la sincérité des partenaires du Liban qui imaginent qu'on peut faire autrement avec les mêmes ?

GC : N'oublions pas les liens étroits, y compris financiers, qui ont pu exister entre Hariri père et le président français Jacques Chirac. La France a une responsabilité. A une époque, notamment quand j'étais ministre, pratiquement toute la presse était contrôlée par les Hariri. Rafic Hariri neutralisait les médias qui n'étaient pas sous son contrôle. L'opposition au « haririsme » disposait de peu de moyens pour s'exprimer. La bienveillance de Jacques Chirac permettait une espèce d'impunité. Personnellement, je pense que la France a une grande responsabilité dans la situation actuelle. On peut dire la même chose des États-Unis, d'ailleurs.

AM : A ce propos, quelle a été votre réaction face à l'attitude du président Macron cet été ? Il s'est montré anormalement autoritaire à l'égard de la classe politique libanaise en exigeant des réformes très vite. Ce comportement est assez singulier finalement ...

GC : En venant au lendemain de l'explosion du port de Beyrouth, le président Macron a suscité une certaine sympathie. Il s'est promené dans le quartier le plus endommagé de la ville de Beyrouth. Les Libanais ont apprécié ce geste.

Pour ce qui est des exigences de réformes, il a semblé peu informé et peu conscient du nid de vipères dans lequel il s'immisçait.

Au-delà de l'homme, rappelons que les liens entre le Liban et la France sont étroits. Des liens ambigus, de type néocolonial, mais aussi des affinités culturelles indéniables. La langue française est largement pratiquée par beaucoup de Libanais. L'histoire des relations franco-libanaises contient

quelques épisodes détestables. Je pense notamment au projet de Lamartine de transférer des paysans maronites en Algérie pour en faire une classe intermédiaire entre la puissance coloniale et la population algérienne. Au-delà de l'amitié franco-libanaise, on a quand même une histoire marquée par des rapports de domination.

AM : Cela explique en partie pourquoi certains acteurs libanais sont enclins à se tourner vers d'autres puissances. Je pense, par exemple, à la Chine. Est-ce crédible ?

GC : Comme beaucoup de Libanais, je trouve scandaleux le fait de refuser certaines aides émanant de certains pays. Je pense à la Chine et à l'Iran. L'Iran a proposé à plusieurs reprises de refaire le réseau électrique libanais, de monter des centrales électriques ... Les Allemands aussi ont proposé une aide en matière d'électricité. Il faut préciser, pour les lecteurs, que nous n'avons toujours pas rétabli le fonctionnement de l'électricité trente ans après la fin de la guerre [1990] ! C'est un grand mystère puisque le territoire libanais est très petit. On parle de 10 000 km² et de 4 millions d'habitants. Voilà une illustration – un véritable exploit – de la gestion haririenne. S'est mis en place tout un réseau que je qualifierais de mafieux : celui des générateurs électriques. Quand l'électricité distribuée par l'État est coupée, vous avez l'électricité de ce réseau. C'est une importante source d'enrichissement. [L'entretien a été légèrement perturbé par une coupure d'électricité, triste illustration du propos de Georges Corm].

AM : J'aimerais évoquer un acteur libanais que nous n'avons pas encore cité. Nous avons parlé des Hariri, du courant aouniste, de Nabih Berri, parlons du Hezbollah. Celui-ci est souvent décrit en Europe comme un acteur subversif. Mais quand a émergé ce grand soulèvement populaire libanais [à partir de l'automne 2019], le Hezbollah est apparu comme l'ultime gardien du système politique libanais. Il est allé jusqu'à soutenir son ancien adversaire Saad Hariri. Le Hezbollah semble coincé entre cette posture légitimiste et sa base qui pâtit – comme les autres Libanais – de ce système.

GC : On peut difficilement parler du Hezbollah sans évoquer l'histoire récente du Liban. Le Liban a subi une invasion israélienne en 1982. Dans la foulée, la puissance occupante israélienne a obligé le Liban à signer un traité inégal et inacceptable. Le Hezbollah, c'est avant tout la résistance du sud du Liban à cette affreuse occupation. Nous devons au Hezbollah la libération de tout le Liban, en réalité. Sans le Hezbollah, nous serions peut-être sous occupation israélienne. Les Libanais ont parfois la mémoire courte. Ils ont oublié le caractère abominable de cette occupation israélienne. Ils ont aussi oublié toute une littérature israélienne relative au Liban, que j'ai souvent citée. Le but affiché était clair : le démantèlement du Liban. Pour moi, le Liban est un contre-modèle : Israël est un État d'Apartheid, de colonisation, un État qui persécute la population palestinienne ; le Liban privilégie la concorde et la coexistence entre communautés diverses, malgré les violences de la guerre.

Pour moi, le Hezbollah reste le parti qui a débarrassé le Liban de l'ennemi israélien. Il a aussi permis au sud du Liban de retrouver une vie normale. A ce titre, il mérite le respect. Ceci dit, je fais partie de ceux qui voyaient d'un mauvais œil son alliance avec Hariri. Je pensais qu'il en paierait le prix un jour. Comme vous le savez, le Liban est aujourd'hui déchiré par des tendances centrifuges. Vous avez de nouveau les partis de la « droite chrétienne » (même si je n'aime ce vocabulaire) qui parlent

de « fédération » – ce qui est grotesque sur un territoire de 10 000 km² –, vous avez le Patriarche de la communauté maronite qui parle de « neutralité » – alors que la neutralité, comme on le voit en Suisse, implique une armée forte et que les millionnaires libanais sont allergiques à l'impôt ... Bref, les incohérences ne manquent pas. Un pays où il n'y a pas de consensus sur la désignation de l'ami et de l'ennemi se retrouve paralysé.

AM : Oui, vous le rappelez dans vos travaux, le Liban est un État tampon. Un État dont la stabilité intérieure dépend de la stabilité régionale. Aujourd'hui, trois axes géopolitiques coexistent : un axe contre-révolutionnaire (Riyad-Abu Dhabi), un axe favorable aux Frères musulmans (dominé par Ankara) et un axe de la résistance (mené par Téhéran et le Hezbollah). Ces axes sont-ils amenés à coexister sur la scène libanaise ?

GC : Tout à fait, le Liban est un État tampon et diverses influences coexistent. La ville de Tripoli est déjà entre les mains de Monsieur Erdoğan. Les drapeaux turcs y sont nombreux ...

AM : C'est assez intrigant. On a quand même vu des gens à Tripoli manifester contre le Président Aoun (pour des propos anti-ottomans) et en faveur d'Ankara. On se dit que des représentations contradictoires coexistent ...

GC : Absolument. C'est pour cela que je dis qu'il faut s'accorder sur le choix des amis et des ennemis. Cela nécessite une certaine profondeur culturelle qui a disparu. Dans les années 1940, 1950 et 1960, les choses étaient un peu plus claires. A l'époque, Michel Chiha – qui était banquier – écrivait beaucoup sur la Palestine et dénonçait les ambitions israéliennes au Liban, par exemple. Cette culture s'est perdue, notamment dans les rangs d'une « droite chrétienne » sous influence américaine.

AM : Et de l'Arabie saoudite. Vous faites en partie allusion aux Forces libanaises de Samir Geagea [mouvement politique chrétien] et on a l'impression qu'elles sont devenues le principal allié de Riyad. C'est un phénomène assez intéressant.

GC : C'est exact. S'agissant des Forces libanaises, il y a malheureusement cette loi d'amnistie à la fin de la guerre dite « civile » qui a offert une certaine impunité à des criminels de guerre ...

AM : Quittons un peu la scène libanaise si vous le permettez. Vous êtes l'auteur du *Proche-Orient éclaté*, une sorte de bible pour les étudiants qui travaillent sur ces questions. Aujourd'hui, et il est bien trop tôt pour la vérifier, on a l'impression que l'opposition entre Ankara et Abu Dhabi (l'islam politique et la contre-révolution) vient se substituer à l'affrontement entre Riyad et Téhéran. Pensez-vous que cet affrontement a de l'avenir dans le monde arabe ?

GC : Oui, un avenir négatif pour la région. Il ne faut pas oublier que les États-Unis ont mobilisé des mouvements islamiques – qui n'étaient pas très puissants – pendant la guerre froide. On les a encouragés à se battre en Afghanistan contre l'Union soviétique, mais il n'était pas question de soutenir la cause palestinienne, par exemple. Les Frères musulmans ont été un outil pendant la guerre froide. Plus récemment, des organisations islamistes en Syrie ont été considérées comme des mouvements de libération par les pays occidentaux. Vous avez un ancien ministre des Affaires

étrangères français qui s'est montré bienveillant à l'égard d'*al-Nosra* [groupe islamiste syrien initialement affilié à *al-Qaïda*]. Mais quand le boomerang revient, on s'étonne toujours. De ce point de vue, je trouve surréaliste le fait de parler de séparatisme islamique en France.

AM : S'agissant de ce triomphe de l'islam politique, j'aimerais rappeler ce livre que vous avez publié il y a quelques années : *Pour une lecture profane des conflits*. Vous invitiez dans ce livre à sortir des grilles de lecture religieuses, très peu pertinentes. Il y a quelques années encore, l'opposition sunnisme-chiisme était très prisée par les chercheurs. On assiste aujourd'hui au retour des idéologies, ce qui vous donne raison. L'opposition entre l'islam politique et la contre-révolution le montre bien. Pensez-vous que les lectures civilisationnelles et religieuses sont derrière nous ?

GC : Malheureusement, non. Je ne le crois pas. On baigne encore dans l'idéologie du conflit de civilisations mis en valeur par Samuel Huntington. C'est pourtant une idéologie complètement folle, comme je l'ai dernièrement rappelé dans *La nouvelle question d'Orient*. Les civilisations ne se font pas la guerre ! Elles peuvent s'influencer, positivement ou négativement, mais elles ne se font pas la guerre. Je me suis souvent disputé avec des amis dans le monde arabe parce que j'ai trouvé qu'ils faisaient de la surenchère en matière de conflit de civilisations. Cela inclut de grands penseurs comme l'Égyptien Anouar Abdel-Malek. Il parlait de cela bien avant Huntington. Je pense aussi à l'écrivain marocain Mahdi Elmandjra. Je pense que nous tenons cela de l'époque coloniale. La colonisation est un rapport de domination qui justifie la lutte, mais ce n'est pas une affaire civilisationnelle. Je regrette que de grands intellectuels arabes soient tombés dans ce piège. J'ai aussi exprimé des réserves à l'égard du travail d'Edward Saïd. Son livre sur l'orientalisme [*Orientalism*, 1978] s'inscrit hélas dans ce schéma.

AM : La question palestinienne semble justement concernée par ce schéma civilisationnel. Quand on voit aujourd'hui deux puissances non-arabes – la Turquie et l'Iran – prendre en main ce dossier au nom de l'appartenance religieuse, on se dit que cette question nationale avant tout est prise en otage par ces lectures religieuses. Il n'est pas facile d'en sortir ...

GC : Certes, mais j'aurais une certaine indulgence. On ne peut qu'admirer la résistance des Palestiniens, à Gaza ou ailleurs. La question palestinienne n'est pas une question civilisationnelle. C'est une question de droits élémentaires de la personne humaine. On a affaire à un régime d'Apartheid semblable à ce qu'on a connu en Afrique du Sud ou en Algérie coloniale. Ces situations produisent parfois des personnalités hors du commun, comme l'Émir Abdelkader en Algérie.

AM : Malgré ce régime d'oppression, Israël bénéficie d'une certaine bienveillance. Cette bienveillance prend actuellement la forme d'une vague de « normalisations » (sous pression américaine) concédées par des pays arabes. On a l'amère impression que les Israéliens sont récompensés pour leurs excès. A la fin des années 1970, on avait le même phénomène avec Menahem Begin^[1]. Il obtenait la paix avec l'Égypte au moment où il excluait la perspective d'un État palestinien. Cela n'est-il pas de nature à pousser les Palestiniens à se radicaliser ?

GC : Je le pense, oui. Les Palestiniens continuent la lutte. On le voit tous les jours. La colonisation de ce qui reste de la Cisjordanie avance à grands pas avec la bénédiction de l'administration américaine. Pour moi, Israël est une excroissance de l'État profond (*deep state*) américain. C'est un prolongement de la puissance américaine. Les Israéliens ne sont pas des surhommes. Ils ne sont forts que parce qu'ils sont soutenus par une grande puissance.

Il faut dire aussi que la conjoncture a aidé. Quand vous voyez la multiplication des conflits dans le monde arabe ces dernières années, vous n'êtes pas étonné par ce qui arrive. J'en cite quelques-uns : la Libye, la Somalie, l'Irak, la Syrie, le Liban, l'Algérie (tourmentée par l'islam politique dans les années 1990), le Yémen ... Par ailleurs, vous avez des pays qui subissent une situation économique désastreuse. Je pense à la Tunisie, qui a pourtant connu une belle révolution il y a dix ans. N'oublions pas qu'elle a déclenché les révoltes arabes.

En ce qui concerne l'Égypte et la Jordanie, leurs relations diplomatiques avec Israël sont des paix froides. Il n'y a aucune interaction entre la population arabe et le personnel israélien présent dans ces pays. L'Égyptien Amr Arafa en a fait un film satirique en 2005 avec le célèbre Adel Imam : *al-Sifâra fî al-'Imâra* [L'Ambassade est dans l'immeuble].

Je pense que la multiplication des conflits interarabes a engendré la situation actuelle. Il est nécessaire de s'interroger sur le caractère détestable des relations interarabes. C'est une question qui se pose depuis des siècles.

Pour ce qui est de la Ligue arabe, censée être un organe de la solidarité interarabe, elle aura été neutralisée par les pays occidentaux. Parallèlement, il existe bien une solidarité qui s'est manifestée à travers une série d'institutions panarabes : le Fonds arabe pour le développement économique et social (Koweït), le Fonds monétaire arabe ... En face, la politique saoudienne a consisté à marginaliser tout ce qui est arabe au profit d'entités islamiques. Il me semble qu'on a voulu tuer la solidarité arabe. Et les institutions islamiques qui ont émergé profitent le plus souvent aux pays occidentaux.

AM : Cela me rappelle vos propos sur les revenus du pétrole qui ont permis au désert de prendre le dessus sur la ville. Cela aura contribué à faire de l'islam politique un élément structurant.

Finalement, on parle de « normalisations » et de « paix » à propos de pays qui n'étaient pas en guerre avec Israël, tandis que les pays qui étaient en conflit avec Israël conservent avec lui des relations d'inimitié. D'ailleurs, comme vous le rappeliez, les populations ne manifestent aucune adhésion vis-à-vis de ces relations diplomatiques.

Vous avez abordé la question du rôle de Washington dans la région. On sait que Donald Trump et son entourage immédiat ont exercé des pressions sur les États arabes pour obtenir ces « normalisations ». Même s'il n'y a pas eu de rupture fondamentale, on peut dire que cette administration est particulièrement pro-israélienne. Faut-il s'attendre à des changements avec l'élection de Joe Biden ? Qu'il s'agisse de la question palestinienne ou du dossier iranien (avec un éventuel retour américain dans l'accord sur le nucléaire) ...

GC : Souvenons-nous du mandat de Barack Obama. Il est allé exprimer au Caire [2009] une islamophilie particulièrement appréciée comme s'il ne représentait pas la puissance qui a martyrisé plusieurs pays arabes, au premier rang desquels l'Irak ... Il faut toujours garder en tête les frasques sanglantes de la politique américaine dans la région et ailleurs. Avec mes étudiants, nous avons récemment évoqué les dictatures militaires installées par Washington en Amérique latine. Les Américains auront martyrisé le peuple irakien comme ils ont martyrisé certains peuples d'Amérique latine (tel le Chili). Encore une fois, il ne faut pas avoir la mémoire courte.

Certes, certains présidents américains ont essayé d'atténuer la férocité de la politique israélienne. Mais les grandes lignes sont restées les mêmes. Ce soutien occidental au projet sioniste puis israélien remonte au XIX^e siècle. Cela ne date pas d'hier. En 1840 [57 ans avant la création du mouvement sioniste], le consul britannique à Beyrouth préconisait déjà l'installation des Britanniques de confession juive en Palestine afin de contrebalancer l'influence française (auprès des maronites). C'est une affaire politique et non une affaire religieuse. Les juifs hostiles au projet sioniste – et ils sont nombreux – sont hélas systématiquement marginalisés.

AM : Pour conclure notre entretien, je voudrais rappeler votre article [« L'unité retrouvée des peuples arabes »](#) (*Le Monde diplomatique*, avril 2011). C'était au moment des soulèvements tunisien et égyptien. Une dizaine d'années plus tard, on retrouve un schéma analogue : au Soudan, en Algérie, au Liban, on a les mêmes revendications, la même demande de citoyenneté. Pensez-vous que la pression populaire a encore de l'avenir dans le monde arabe et qu'elle peut aboutir à des résultats ?

GC : Rétablissons d'abord une vérité historique. Ce sont les soulèvements arabes de 2011 qui ont entraîné des soulèvements en Espagne, en Grèce et jusqu'aux États-Unis (avec *Occupy Wall Street*). C'est notre travail. C'est grâce à nous, Arabes, que ces mouvements ont pu apparaître en Europe et aux États-Unis. La rive sud a inspiré la rive nord, comme j'ai pu l'écrire dans *Le Monde* [« Quand la « rue arabe » sert de modèle au Nord », *Le Monde*, 11 février 2011]. C'est une source de fierté qu'il faut mettre en valeur ...

AM : La crise sanitaire a paralysé les mouvements algérien et libanais. On a quand même peur de ne pas les voir ressurgir ...

GC : Oui. Cette peur existe. Personnellement, j'ai été frappé par la ressemblance entre les mouvements algérien et libanais. Il faut mettre l'accent sur cette proximité ...

AM : Merci infiniment pour cet entretien.

[1] A ce propos, il convient de rappeler l'évolution de la position française qui consiste aujourd'hui à saluer toutes les « normalisations » annoncées.

Extrait de la conférence de presse du président Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée, le 15 février 1979
:

« Les événements successifs qui se sont produits dans le conflit du Proche-Orient, c'est-à-dire la visite du président Sadate à Jérusalem il y a plus d'un an, puis la réunion à Camp David, ont constitué une sorte d'approche psychologique des données du problème. Vous savez que la France a adopté une attitude de réserve par rapport aux conclusions tirées de ces rencontres et, notamment, de Camp David. En effet, nous estimons qu'il n'y a pas d'autre solution que globale aux problèmes du Proche-Orient, c'est-à-dire une solution qui soit acceptée par l'ensemble des pays de la région, approuvée par la communauté internationale et qui apporte une réponse à toutes les questions qui se posent, et notamment à la situation et à l'exercice de leurs droits par les Palestiniens. Nous avons observé les conclusions de Camp David. Il y avait des éléments positifs, mais nous n'étions pas assurés qu'ils s'orienteraient vers une solution d'ensemble. On annonce de nouvelles rencontres. Si ces rencontres doivent aboutir à une solution ayant un caractère global, la France se réjouirait de leur succès. Mais elle maintient son attitude de réserve en ce qui concerne la probabilité d'une telle conclusion. »